

Cote du document: EB 2012/105/R.20/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 7 d) i)
Date: 3 avril 2012
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de financement à la République de Colombie pour le

Projet de renforcement de la capacité entrepreneuriale en milieu rural: confiance et possibilités

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Roberto Haudry De Soucy
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2547
courriel: r.haudry@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent cinquième session
Rome, 3-4 avril 2012

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation d'approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	3
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du projet	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Dérogations aux Conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux Directives opérationnelles du FIDA	5
F. Supervision	6
IV. Coût, financement et avantages du projet	6
A. Coût du projet	6
B. Financement du projet	6
C. Résumé des avantages et analyse économique	6
D. Durabilité	7
E. Identification et atténuation des risques	7
V. Considérations d'ordre institutionnel	7
A. Respect des politiques du FIDA	7
B. Alignement et harmonisation	8
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	8
D. Participation à l'élaboration des politiques	9
VI. Instruments juridiques et autorité	9
VII. Recommandation	10
Annexe	
Convenio de financiación negociado (Accord de financement négocié)	11
L'accord de don sera conclu après approbation du projet par le Conseil d'administration.	
Appendice	
Logical framework (Cadre logique)	

Sigles et acronymes

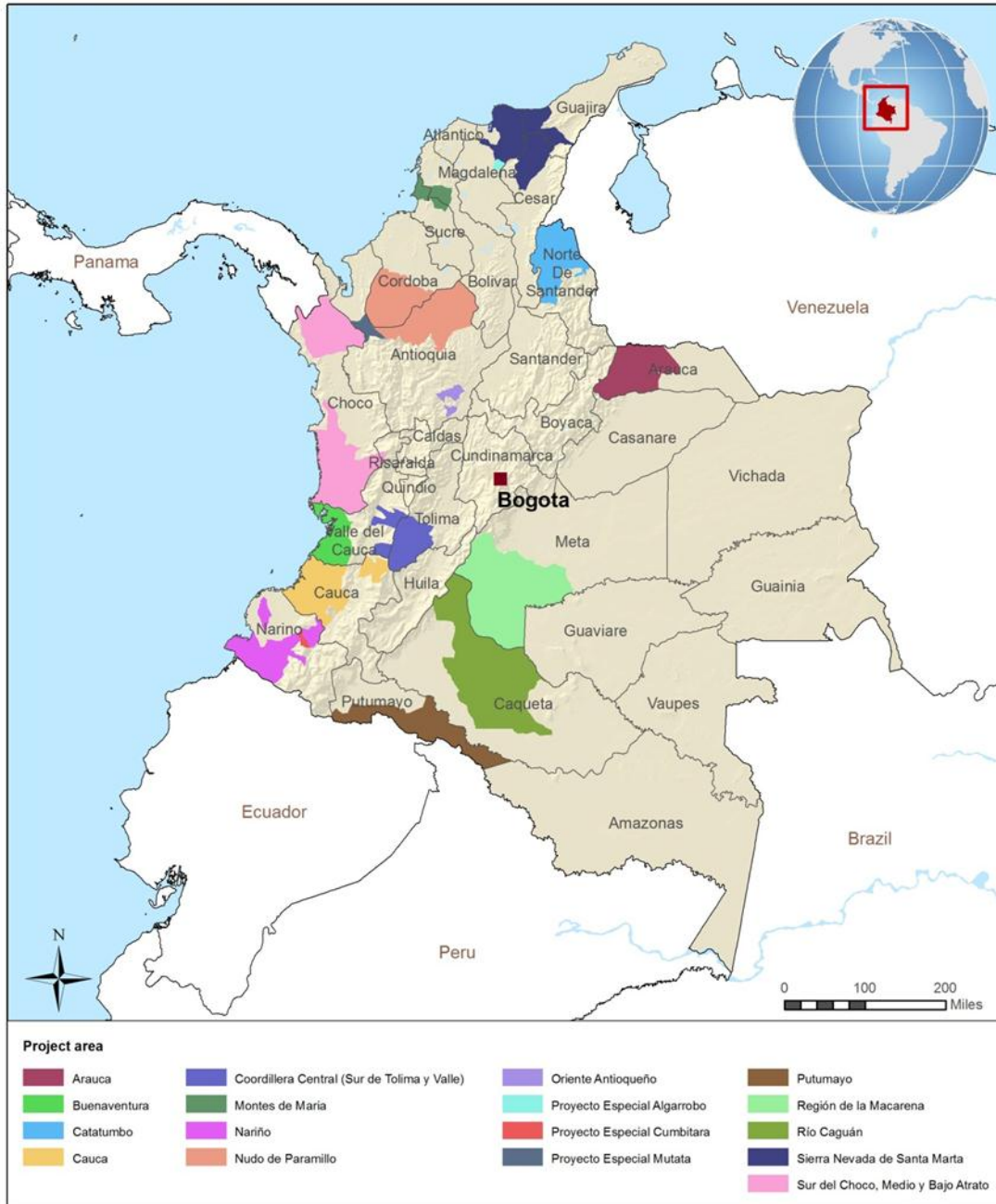
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
MADR	Ministère de l'agriculture et du développement rural
PGI	<i>Política de Generación de Ingresos</i> (Politique de génération de revenus)
PND	Plan national de développement
PTBA	Plan de travail et budget annuel
S&E	Suivi-évaluation
TIC	Technologies de l'information et des communications
UNC	Unité nationale de coordination

Carte de la zone du projet

Republic of Colombia

Building Rural Entrepreneurial Capacities Project: Trust and Opportunity

President's report



Source: FIDA.

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République de Colombie

Projet de renforcement de la capacité entrepreneuriale en milieu rural: confiance et possibilités

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République de Colombie
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture et du développement rural
Coût total du projet:	69,92 millions d'USD
Montant du financement en DTS (prêt):	19,3 millions de DTS (équivalant approximativement à 30 millions d'USD)
Montant du don en DTS:	Montant en DTS équivalant approximativement à 0,62 million d'USD
Montant du financement en EUR (prêt):	14,3 millions d'EUR (équivalant approximativement à 20 millions d'USD)
Conditions du financement en DTS et en EUR (prêt):	18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, avec un taux d'intérêt correspondant au taux de référence annuel établi par le FIDA sur une base semestrielle
Contribution de l'emprunteur:	5,7 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	13,6 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République de Colombie pour le Projet de renforcement de la capacité entrepreneuriale en milieu rural: confiance et possibilités, telle qu'elle figure au paragraphe 47.

Proposition de financement à la République de Colombie pour le Projet de renforcement de la capacité entrepreneuriale en milieu rural: confiance et possibilités

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Avec une superficie de 1 058 700 km² et une population de 47 600 000 habitants en 2011, la Colombie est une mosaïque de cultures héritée des origines autochtones, espagnoles et africaines de sa population. Le pays est richement doté en ressources naturelles, et la violence marque le pas, ce qui laisse présager des avancées dans la lutte contre la pauvreté et l'insécurité.
2. Le 10 juin 2011, le Gouvernement colombien a signé une loi sur les victimes et la restitution des terres qui préconise l'indemnisation financière des victimes du conflit et prévoit la restitution de leurs terres à des milliers de familles déplacées.
3. Selon les chiffres de 2009, 25% de la population, qui comptait à l'époque 45 millions d'habitants, vivait en zone rurale. La pauvreté touchait 45,5% de la population d'ensemble (64,3% en milieu rural), et la pauvreté extrême 29,1% (39,6% en zone rurale et 16,4% en zone urbaine). Aujourd'hui, dans les campagnes colombiennes, plus de sept millions d'habitants sont pauvres et deux millions vivent dans l'extrême pauvreté. Parmi ces derniers, nombreux sont ceux qui ont dû quitter leurs terres et ont perdu leurs biens à cause de la violence. La pauvreté a reculé, passant de 57,5% en 1999 à 45,5% en 2009, tandis que l'extrême pauvreté a chuté de 25,4% en 1999 à 16,4% en 2009.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

4. Le projet se justifie parce qu'il correspond à l'action de grande ampleur entreprise par les pouvoirs publics du pays pour remédier à la gravité de la situation sur le plan des inégalités et de la pauvreté rurale. Les politiques et les programmes en préparation font écho à la décision du gouvernement de renforcer l'équité dans l'accès aux moyens et la redistribution des avantages, d'accroître le montant des crédits budgétaires disponibles afin d'augmenter les investissements dans le développement rural et d'instaurer une coordination efficace entre les institutions et les services sectoriels en milieu rural.
5. Le projet se situe dans le droit fil des politiques nationales arrêtées au titre du Plan national de développement (PND) "Prospérité pour tous" adopté pour la période 2010-2014, dont les grandes priorités sont les suivantes: i) croissance économique durable fondée sur une démarche plus compétitive, productive et innovante, dans laquelle les secteurs dynamiques sont le moteur de la croissance; ii) égalité des chances afin que tous les Colombiens soient à armes égales, en faisant en sorte qu'ils aient tous accès aux outils essentiels dont ils ont besoin pour aller de l'avant, indépendamment de leur ethnie, leur sexe et leur situation sociale; et iii) atténuation des disparités régionales, notamment en ce qui concerne les perspectives qui s'offrent à la population.

6. Le projet est conforme au principal objectif de la Politique de génération de revenus (*Política de Generación de Ingresos* – PGI) arrêtée par le gouvernement, qui consiste à créer et développer le potentiel de production des populations en situation d'extrême pauvreté ou déplacées en renforçant leurs compétences et en leur donnant la possibilité d'obtenir des actifs et de se constituer un patrimoine. Le projet s'adressera en priorité aux personnes vivant dans une pauvreté extrême recensées par le réseau *Unidos*, auxquelles il apportera un soutien complémentaire. Il partage avec la PGI les objectifs suivants: i) assurer le développement du capital humain (éducation et formation) et du capital social en encourageant les démarches associatives et en favorisant la constitution progressive d'un capital de production (moyens de production, y compris services financiers, terres et irrigation); ii) contribuer à un premier état des lieux du potentiel de production des territoires en évaluant les capacités des institutions locales à susciter un développement économique qui profite à l'ensemble de la population; iii) recenser et coordonner les propositions du secteur privé, du secteur associatif et de la coopération internationale à l'échelon local; et iv) ouvrir et préserver la possibilité d'acquérir des compétences et d'accumuler des moyens de production grâce à l'obtention de revenus, aux services bancaires et à la mobilisation de l'épargne.
7. Le projet est conforme au programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) approuvé par le Conseil d'administration du FIDA en décembre 2003 et mis à jour en 2008, dont les objectifs sont notamment: i) favoriser la création d'un marché des services non financiers spécialisés afin de fournir une assistance technique pour la production, la transformation, la commercialisation et la gestion. ii) générer des revenus grâce à la création de microentreprises rurales; et iii) renforcer le marché des services financiers en milieu rural afin de répondre aux besoins des populations rurales pauvres et de contribuer à la création de systèmes, produits et mécanismes innovants, en particulier en ce qui concerne l'épargne, la microassurance et les services de transfert d'argent, en s'appuyant sur un réseau d'établissements privés et en tenant compte des besoins des particuliers et des petites entreprises des zones rurales.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

8. Le projet se concentrera sur les zones rurales les plus pauvres de la Colombie, déterminées sur la base des critères interdépendants suivants: i) zones où la population rurale vivant dans la pauvreté est le plus fortement concentrée; ii) zones où le niveau d'activité rurale, mesuré par la plus forte concentration de population rurale, est le plus élevé; iii) zones considérées comme prioritaires par les politiques sectorielles, en particulier la politique de restitution et de protection des droits de propriété foncière et la politique de développement rural; et iv) zones présentant une forte capacité institutionnelle territoriale publique-privée pour l'exécution du projet.
9. Le groupe cible du projet se composera de familles rurales vivant dans une extrême pauvreté, notamment: petits exploitants, campesinos, groupes autochtones, communautés afro-colombiennes, familles dirigées par des femmes, jeunes ruraux et familles déplacées par la force, la priorité étant accordée à la population ciblée par le *Red de Protección Social para la Superación de la Pobreza Extrema* (Red UNIDOS).

10. Sur le plan géographique, le projet cible des municipalités dans lesquelles vivent 160 212 ménages classés au niveau I ou au niveau II du Système d'identification des bénéficiaires potentiels de programmes sociaux (SISBEN)¹. Parmi ces ménages, 46 513, soit 29%, se situe en deçà du seuil de pauvreté extrême et sont pris en charge par le Réseau de protection sociale pour la réduction de la pauvreté; ces ménages représentent environ 92% des ménages ruraux qui vivent dans l'extrême pauvreté dans la zone du projet.

B. Objectif de développement du projet

11. Ce projet a pour finalité d'améliorer les conditions de vie, les revenus et l'emploi dans les zones rurales pauvres de Colombie. Ses objectifs spécifiques sont notamment les suivants: i) améliorer le potentiel productif des bénéficiaires du projet afin de créer des revenus suffisants et durables; ii) améliorer le capital social disponible pour faciliter l'accès des bénéficiaires aux services de développement rural; iii) développer des instruments appropriés pour améliorer les qualifications des jeunes ruraux et contribuer au changement générationnel; iv) contribuer à améliorer la sécurité alimentaire des familles et des communautés; et v) encourager l'apprentissage et la reproduction à plus grande échelle des stratégies par les autorités territoriales de la zone du projet.
12. Le don servira à appuyer le développement de l'offre institutionnelle de services techniques ruraux qui desservent les territoires sortant du conflit et qui sont compatibles avec la stratégie et les méthodes adoptées dans le cadre du projet. Les objectifs spécifiques suivants seront poursuivis: i) recenser l'offre de savoirs et de meilleures pratiques disponibles à l'échelle internationale qui sont de nature à favoriser le développement rural dans des territoires qui sortent du conflit afin de compléter le capital de savoirs, les leçons de l'expérience et les meilleures pratiques disponibles sur place; ii) appuyer la création d'associations locales juridiquement reconnues appelées à fournir des services techniques ruraux spécialisés de nature à développer les perspectives qui s'offrent aux populations rurales pauvres; et iii) renforcer les capacités des prestataires de services techniques ruraux présents à l'échelon local en facilitant leur accès à la formation et à l'enseignement scolaire, en particulier à l'étranger.

C. Composantes/résultats

13. Le projet comprend trois grandes composantes techniques et une composante dédiée à la gestion et la coordination. Les principales composantes techniques sont les suivantes: i) formation de capital social et création d'entreprises; ii) renforcement des actifs financiers ruraux; et iii) gestion des savoirs et compétences de communication.
14. **Composante 1: Formation de capital social et création d'entreprises.** Cette composante a principalement pour objet de contribuer à la formation de capital social au bénéfice de familles et de groupes vivant dans un certain nombre de zones sélectionnées afin de renforcer les capacités de gestion des partenariats fonctionnels, l'objectif étant d'améliorer les moyens de subsistance des populations rurales qui vivent dans l'extrême pauvreté au sein de zones sortant du conflit. Les activités prévues sont axées sur l'amélioration de la sécurité alimentaire et de l'environnement de production, la réduction des répercussions négatives sur l'environnement, l'amélioration de la gestion foncière et de l'accès aux terres, et la participation aux marchés de biens et de services.

¹ SISBEN est un indice fondé sur une conception pluridimensionnelle de la pauvreté qui prend en considération non seulement les revenus, mais aussi les caractéristiques socioéconomiques des ménages colombiens. La méthode repose sur l'administration d'un questionnaire à chacun des membres du ménage pour recueillir des informations sur l'emploi, les revenus, le logement, la démographie, l'éducation et l'accès aux services publics, parmi les paramètres les plus importants. Le système utilise également un logiciel spécifique qui permet de définir la population vivant en situation de pauvreté en attribuant à chaque personne un score compris entre 0 et 100. La population est ensuite répartie en six niveaux.

15. Au titre de la promotion et du renforcement des activités entrepreneuriales, il est prévu de financer: i) la création d'activités économiques locales; ii) l'élaboration de profils d'activité afin de favoriser le démarrage d'entreprises; et iii) l'élaboration de plans d'activité pour des entreprises dont les perspectives de débouchés et de rentabilité sont bonnes. Le troisième volet concerne le financement de la participation aux ateliers et à des foires et salons professionnels, ainsi que celui des itinéraires d'apprentissage.
16. **Composante 2: Renforcement des actifs financiers ruraux.** Cette composante a pour objet de donner aux bénéficiaires potentiels du projet les moyens de devenir moins vulnérables sur le plan économique et social, d'encourager les ménages à s'engager dans des stratégies d'épargne productives, d'améliorer l'accès au système financier officiel et de mettre au point de nouveaux services et des produits financiers adaptés. À cet effet, le projet renforcera l'appui apporté à la souscription par tous les bénéficiaires d'une d'assurance-vie dont le financement sera partiellement pris en charge, afin de les convaincre de rester dans les zones rurales qui sortent du conflit, encouragera les associations d'épargne et investira dans l'éducation à la finance des clients ou usagers. Il financera la conception, la validation et la reproduction à plus grande échelle de nouveaux produits et services financiers, de manière à renforcer les capacités de la population à laquelle il s'adresse et de ses associations à mettre en place et à gérer des solutions adaptées à leurs besoins, y compris l'utilisation des technologies de l'information et des communications (TIC).
17. **Composante 3: Gestion des savoirs et compétences de communication.** Le principal objectif consiste à valoriser les savoirs déjà présents dans la zone d'intervention en renforçant les compétences utiles pour mettre en place et gérer les processus et les innovations et à diffuser en temps voulu des informations adaptées afin de tenir les bénéficiaires au courant des principales activités organisées dans le cadre du projet et des modalités de participation, y compris à l'aide des TIC. Un dispositif de suivi-évaluation (S&E) est prévu au titre de cette composante: il s'agit d'un élément essentiel pour assurer l'efficacité de la mise en œuvre et retenir les enseignements retirés de l'exécution du projet. Le projet financera les activités suivantes: i) recueil des savoirs; ii) renforcement des capacités; iii) communication au service du développement; et iv) S&E.

III. Exécution du projet

A. Approche

18. La mise en œuvre reposera sur trois démarches essentielles: i) renforcer le capital social; ii) donner la priorité à une approche impulsée par la demande et aux droits civiques; et iii) respecter, intégrer et reconnaître les compétences de la population visée pour formuler des propositions, autogérer les ressources du projet et être responsables de leurs initiatives. L'organisme d'exécution adoptera ces trois démarches.

B. Cadre organisationnel

19. Le Ministère de l'agriculture et du développement rural (MADR) sera responsable de l'exécution du projet. Une unité nationale de coordination (UNC) sera créée en son sein. Elle sera composée des cadres et personnels administratifs suivants: i) un coordonnateur; ii) un administrateur; iii) un comptable; iv) un spécialiste des services financiers; v) un spécialiste des services aux entreprises; et vi) un spécialiste de la gestion des savoirs, qui seront épaulés sur le terrain par du personnel d'appui technique et administratif.
20. Un comité de pilotage sera constitué; il sera composé de représentants des institutions directement impliquées dans la mise en œuvre du projet, qui seront choisis en fonction de leur rôle dans la gestion et l'application des politiques publiques en matière de pauvreté rurale et de développement du pays. Siégeront au sein de ce comité; i) un représentant du MADR; ii) un représentant du Ministère des

finances; iii) un représentant du Département de planification nationale; iv) un représentant du Département administratif de la prospérité sociale (*Departamento Administrativo para la Prosperidad Social [DPS]*); v) deux représentants de la population cible; et vi) le coordonnateur du projet.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

21. Pour planifier les activités relevant du projet, des plans de travail et budgets annuels (PTBA) seront élaborés. Le premier sera établi par l'UNC avant d'être soumis au FIDA pour non-objection. La préparation du PTBA comprendra une concertation avec l'ensemble des parties prenantes, en particulier les groupements de femmes, les jeunes, les populations autochtones et les Afro-Colombiens. Le déroulement de la mise en œuvre fera l'objet d'un rapport semestriel rendant compte de l'exécution globale du projet et des éventuels changements apportés durant la période considérée en ce qui concerne les objectifs, approches et stratégies du projet.
22. Pour contribuer aux actions engagées au niveau national, une structure de collaboration sera établie entre le dispositif de S&E du projet et les systèmes nationaux tels que le Système national d'évaluation et de gestion des résultats (SYNERGY), qui comprend trois principaux dispositifs: le Système de suivi des objectifs du gouvernement (SISMEG), le Réseau de suivi et d'évaluation des politiques publiques en Colombie (RED) et le Système national d'évaluation (SISDEVAL). En ce qui concerne la coordination avec le réseau *Unidos*, des synergies entre le projet et les mécanismes de suivi dont le réseau est doté seront recherchées, en particulier le réseau informatique (*Infojuntos*), qui contient des données de référence.
23. La nécessité de recenser les savoirs existants et de les diffuser largement au cours de l'exécution du projet a été prise en considération au stade de la conception. À cet effet, le projet fera appel aux méthodes de recueil des savoirs validées par le FIDA dans le cadre de politique de gestion des savoirs. Les autres outils de gestion des savoirs comprendront la cartographie des situations et des actifs afin de recenser le patrimoine matériel et immatériel des participants ou utilisateurs du projet, en privilégiant les savoirs des populations autochtones et afrocolombiennes, des femmes et des jeunes vivant en milieu rural. Le projet utilisera des outils mobiles de collecte d'informations afin de pouvoir faire le point sur l'évolution de la situation par rapport aux données de référence.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

24. Le Ministère des finances et du crédit public ouvrira auprès de la Banque centrale un compte réservé libellé en dollars des États-Unis exclusivement destiné à recevoir le produit des prêts et du don.
25. Les marchés de biens, travaux et services seront passés conformément à la réglementation du gouvernement colombien en matière de passation des marchés, dans la mesure où elle est compatible avec les Directives du FIDA pour la passation des marchés. Chaque plan de passation des marchés précisera les mesures que le gouvernement devra mettre en œuvre pour assurer la cohérence avec les directives susmentionnées du FIDA.

E. Dérogations aux Conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux Directives opérationnelles du FIDA

26. Section 4.02 b) des Conditions générales applicables au financement du développement agricole.

Financement rétroactif. Un montant ne dépassant pas l'équivalent de 1 million d'USD, provenant du prêt du FIDA, sera mis à disposition pour financer à titre rétroactif des dépenses admissibles encourues à compter du 1^{er} janvier 2012 afin de

prendre en charge le coût du recrutement du personnel indispensable, des services de vulgarisation, du renforcement des capacités et de la sélection des communautés.

27. Section 7.12 d) des Conditions générales applicables au financement du développement agricole. Le gouvernement sera habilité à vendre, louer et d'une façon générale disposer de tout actif du projet. Autant que possible, le gouvernement consultera le FIDA.

F. Supervision

28. Le projet sera supervisé directement par le FIDA conformément aux politiques et directives concernant la supervision et l'appui à l'exécution telles qu'elles ont été approuvées.
29. Durant les 18 premiers mois, la supervision comprendra une mission initiale planifiée de manière à coïncider avec un atelier préparatoire afin de procéder à l'analyse des stratégies du FIDA, à l'examen du contexte du projet et la confirmation des objectifs fixés et du cadre logique, ainsi qu'à un examen approfondi des procédures opérationnelles, de la gestion financière, des décaissements, des comptes et de leur vérification, de l'élaboration des PTBA et du S&E. Une seconde mission de supervision sera organisée 10 mois après le premier décaissement.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

30. Les coûts de base s'élèvent à approximativement 69,4 millions d'USD. Les coûts respectifs des différentes composantes se répartissent comme suit: i) formation de capital social et création d'entreprises: 39,7 millions d'USD, ce qui équivaut à 59% du coût de base; ii) renforcement des actifs financiers ruraux: 17,5 millions d'USD, soit 26% du coût de base; et iii) gestion des savoirs et compétences de communication: 3,3 millions d'USD, soit 5% du coût de base. Le coût de la composante de gestion et coordination du projet s'élève à 6,6 millions d'USD, soit 10% du coût de base. Le montant de la provision pour aléas financiers est estimé à 2,3 millions d'USD, ce qui représente 3% du total.

B. Financement du projet

31. Le projet sera financé par les ressources fournies par le FIDA et provenant de ses ressources ordinaires, et par les fonds accordés par le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire; par les ressources apportées par le Gouvernement colombien; et par les ressources émanant des bénéficiaires. Le financement du FIDA comprend un prêt d'un montant de 19,3 millions de DTS (équivalant approximativement à 30 millions d'USD), un prêt d'un montant de 14,3 millions d'EUR (équivalant approximativement à 20 millions d'USD), et un don en DTS d'un montant équivalant approximativement à 0,62 million d'USD. Les bénéficiaires ou utilisateurs du projet apporteront environ 13,6 millions d'USD sous forme de participation au financement de certaines activités relevant du projet, notamment la mobilisation de l'épargne, l'assurance et le financement de microentreprises. Le gouvernement apportera environ 5,7 millions d'USD sous forme d'exonérations de taxes et de dépenses d'administration d'une entité fiduciaire.

C. Résumé des avantages et analyse économique

32. L'estimation des avantages découlant du projet, calculés pour 10 modèles de polyculture (manioc, maïs, riz, haricots, bananes, lait, truite, œufs, artisanat et tourisme villageois), donne une augmentation moyenne de 32% des revenus des familles participantes. Les avantages économiques ont été évalués en tenant compte: i) des bénéfices annuels des activités de culture, d'élevage, d'aquaculture, d'artisanat et de services; et ii) des coûts du projet. Le taux de rentabilité économique interne (TREI), la valeur actuelle nette (VAN) et le ratio avantages/coûts du projet ont été calculés pour une période de 10 ans en appliquant un taux

d'actualisation de 12%. Compte tenu de ces paramètres, le TREI s'établit à 34,3%, la VAN à 43 millions d'USD et le ratio avantages/coûts à 1,93.

D. Durabilité

33. En matière de perspectives de pérennisation, l'enjeu le plus crucial a trait à la création de capital social dans les régions du pays qui sont en proie à des problèmes de sécurité, où il est nécessaire de consolider le tissu social, d'instaurer la confiance et d'ouvrir aux individus et aux familles des perspectives de développement. Dans ce type de situation, le capital social ne s'use pas si l'on s'en sert mais au contraire si l'on ne s'en sert pas; par conséquent, dès lors que les conditions auront été réunies ou les possibilités offertes aux individus et aux familles de s'associer, d'acquérir des connaissances et d'entreprendre des activités ensemble, leurs perspectives de pérennisation dépendront de la cohésion sociale et de conditions exogènes sur lesquelles ils n'ont pas prise.
34. En ce qui concerne la durabilité de la méthode de mise en concurrence et de la présence des pouvoirs publics sur le terrain, l'attribution concurrentielle des crédits publics est une procédure bien établie, et aucun élément ne porte à croire que cette façon de procéder risque de s'interrompre. De même, rien ne permet de penser que la stratégie du gouvernement qui consiste à s'attaquer aux disparités régionales et à apporter un soutien aux familles qui ont subi des années de violences au sein du pays pourrait être remise en question. La loi sur les victimes et la restitution des terres préconise l'indemnisation des victimes jusqu'en 2021, ce qui atteste de la ferme volonté de continuer d'affecter des moyens humains et financiers à ce processus, du moins à court et moyen terme.

E. Identification et atténuation des risques

35. Les risques suivants ont été décelés: i) intensification du conflit et aggravation de l'insécurité dans un certain nombre de zones d'intervention; ii) volonté de participer aux activités relevant du projet et aptitude à le faire au sein de groupes de population généralement exclus; iii) volonté de participer et engagement des établissements financiers réglementés; et iv) changement climatique.
36. Un certain nombre d'éléments contribuent à atténuer les risques recensés; en effet, le projet ne porte sur aucune infrastructure susceptible d'être la cible d'activités terroristes, et une coordination étroite avec le système de sécurité du pays et avec les autres projets mis en œuvre par le gouvernement sera assurée. Il est prévu de dispenser une formation qui mette l'accent sur la participation des groupes de population exclus et soit de nature à favoriser la l'implication des jeunes ruraux grâce à des incitations et à des activités spécifiques. S'agissant du changement climatique, dans le cadre du projet, les petits paysans bénéficieront d'une aide pour repérer les pratiques qui sont susceptibles d'aggraver le changement climatique, ainsi que de conseils favorisant l'adoption de meilleures pratiques afin de limiter les répercussions préjudiciables.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

37. Le projet est conforme aux politiques du FIDA ce qui concerne: i) la prévention des crises et le redressement, puisqu'il appuie la création et le rétablissement des moyens de subsistance, en particulier lorsqu'ils reposent sur l'agriculture et le développement rural; ii) le ciblage, dès lors que les activités sont centrées sur les populations rurales qui vivent en situation de pauvreté et d'insécurité alimentaire, y compris celles qui ont le moins de moyens et de perspectives – en particulier les personnes qui vivent dans l'extrême pauvreté et les groupes de population marginalisés comme les peuples autochtones et autres minorités, et dès lors que les spécificités des hommes et des femmes sont prises en considération; iii) la finance rurale, car il favorise l'accès aux services bancaires et le renforcement des actifs financiers en encourageant la présence d'un large éventail d'établissements

financiers, de modèles et de vecteurs; iv) les entreprises rurales, parce qu'il atténue les obstacles et les inégalités qui empêchent les populations rurales pauvres d'investir dans des petites et moyennes entreprises, qu'il facilite leur accès à des services financiers ou autres publics ou privés, et qu'il favorise la création d'associations communautaires pour investir dans des petites entreprises, y compris des associations féminines et des associations regroupant de jeunes entrepreneurs; v) les peuples autochtones, en aidant les communautés à tirer pleinement parti de leurs actifs matériels et immatériels, c'est-à-dire leurs savoirs traditionnels, leur culture, leur système d'administration et leurs ressources naturelles; vi) les aspects fonciers, puisque les intérêts fonciers des populations rurales sont respectés, en particulier s'agissant des groupes de population comme les femmes, les peuples autochtones et autres groupes vulnérables, que les conflits déclarés ou potentiels sont pris en considération, et qu'il favorise l'aménagement du territoire et la gestion foncière participatives à l'échelon local; vii) le développement du secteur privé, puisqu'il renforce les capacités des populations rurales pauvres et de leurs organisations à affronter les nouvelles forces du marché et à traiter avec le secteur privé dans des conditions justes et équitables; et viii) le changement climatique, dès lors qu'il développe l'utilisation de l'analyse du climat à titre d'instrument d'évaluation environnementale et sociale afin de définir des mesures propres à atténuer ou éliminer les risques.

B. Alignement et harmonisation

38. Le projet concorde et coïncide avec le Cadre stratégique du FIDA 2011-2015² dans la mesure où il aura pour effet: i) d'améliorer la viabilité et la résilience environnementales face aux risques associés à la dégradation des ressources naturelles et au changement climatique; ii) de renforcer la capacité des petits producteurs ruraux à tirer parti des nouveaux débouchés, ainsi que leur adaptabilité face aux risques liés aux marchés, en consolidant leurs organisations et en promouvant des accords contractuels "gagnant-gagnant" dans le cadre des filières; iii) d'appuyer le développement de technologies qui favorisent une intensification durable de l'agriculture paysanne et tiennent compte des contraintes et des priorités spécifiques des ruraux pauvres, femmes et hommes (à la fois pour les produits destinés à la vente et, s'il y a lieu, pour ceux devant améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages); iv) de renforcer la capacité des institutions financières à leur assurer une gamme plus large de services offerts à tous (notamment l'assurance, l'épargne, le crédit et le transfert de fonds); et v) de développer l'aptitude de ces populations rurales pauvres, femmes et hommes (y compris les jeunes), à saisir les occasions offertes par les secteurs agricole et non agricole.
39. Le projet coïncide également avec les politiques et les stratégies du gouvernement telles qu'elles sont exposées dans le PND, et il est conforme à la PGI³ en ce qu'il vise à développer le potentiel de production des populations en situation d'extrême pauvreté ou déplacées en renforçant leurs compétences et en leur donnant la possibilité d'obtenir et d'accumuler des actifs et, à moyen et long terme, de parvenir à stabiliser leur situation économique.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

40. Le projet s'articule également avec les stratégies d'autres institutions financières multilatérales. La Banque mondiale appuie la compétitivité du secteur agricole et la réduction de la pauvreté rurale, et une seconde phase du Projet de partenariats productifs ruraux devrait être envisagée pour lancer des initiatives à l'avantage des producteurs les mieux intégrés aux marchés.

² EB 2011/102/R.2/Rev.1.

³ Conseil national de la politique économique et sociale (CONPES), Département de planification nationale. Orientations relatives aux activités génératrices de revenus pour les personnes extrêmement pauvres et/ou déplacées, Bogota, 28 septembre 2009.

41. La mise en œuvre mobilisera un certain nombre de procédés novateurs, parmi lesquels: i) le développement de l'utilisation des services bancaires mobiles; ii) la création d'un fonds d'aide à la création d'entreprises en milieu rural à l'intention des jeunes; et iii) l'utilisation de nouvelles techniques de collecte de données afin de suivre le déroulement du projet et ses effets sur les conditions de vie des bénéficiaires. Un mécanisme innovant de fonds d'aide à la création d'entreprises à l'intention des jeunes sera mis en place pour répondre à la nécessité de proposer une formation au commerce et à l'entrepreneuriat et un appui à la création de microentreprises, comme indiqué dans la note de synthèse établie à l'occasion du Conseil des gouverneurs de 2011 sous le titre: "Nourrir les générations futures: jeunes ruraux aujourd'hui, agriculteurs productifs et prospères demain".
42. En mettant en œuvre ce projet, le FIDA et le gouvernement vont reproduire à plus grande échelle les approches fructueuses utilisées dans le cadre d'une intervention en cours, le Programme de développement des microentreprises rurales: Apport de capital, assistance technique et soutien à l'investissement. Il s'agit notamment d'appliquer le principe de mise en concurrence pour le financement des initiatives, de mobiliser l'épargne et de reconnaître le patrimoine immatériel que détiennent les femmes, les groupes de population autochtones et les jeunes qui sont pauvres et vivent en milieu rural.

D. Participation à l'élaboration des politiques

43. Les domaines de concertation cernés dans le COSOP et rappelés ci-après restent valables: i) renforcement des moyens d'action locaux et consolidation du capital social rural afin que les organisations rurales deviennent plus fortes, plus soudées et plus qualifiées, de sorte que les communautés rurales, et les ruraux pauvres en particulier, puissent tirer pleinement parti des incitations et autres possibilités qui s'offrent à eux, et de manière à rétablir dans les zones rurales la confiance et la sécurité détruites par les conflits sociaux et la violence. À cet égard, la nécessité d'encourager et d'obtenir l'équité entre les sexes et d'accorder une attention particulière à l'appui à apporter aux activités s'adressant aux groupes de population autochtones et afrocolombiens et aux jeunes ruraux est un élément essentiel; ii) amélioration de l'accès direct aux biens et aux services, qui est une stratégie plus efficace de lutte contre la pauvreté et l'exclusion, grâce à un accès plus équitable aux ressources naturelles (pour la production de biens comme pour les services environnementaux), aux services financiers ruraux, à la technologie et à l'information, aux infrastructures et à la formation du capital humain qui stimulent la croissance, l'emploi et la diversification des revenus chez les ruraux pauvres; et iii) ouverture des marchés, en facilitant l'accès aux marchés et services financiers et en armant les organisations rurales des compétences nécessaires pour négocier sur les marchés colombiens et étrangers.

VI. Instruments juridiques et autorité

44. Un accord de financement entre la République de Colombie et le FIDA, portant sur un prêt en DTS et un prêt en EUR, constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié concernant le prêt en EUR et en DTS est jointe en annexe. Un accord de don entre la République de Colombie et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le don proposé sera accordé au bénéficiaire. Cet accord sera conclu après approbation du projet par le Conseil d'administration.
45. La République de Colombie est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
46. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

VII. Recommandation

47. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de Colombie un financement à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à dix-neuf millions trois cent mille droits de tirage spéciaux (19 300 000 DTS) (équivalant approximativement à 30 millions d'USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République de Colombie un financement à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à quatorze millions trois cent mille euros (14 300 000 EUR) (équivalant approximativement à 20 millions d'USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent document.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République de Colombie un don en droits de tirage spéciaux d'un montant équivalant à 620 000 USD, qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent document.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Convenio de financiación negociado: "Proyecto Construyendo Capacidades Empresariales Rurales, Confianza y Oportunidad"

(Negociaciones concluidas el 16 de marzo de 2012)

Proyecto Construyendo Capacidades Empresariales Rurales, Confianza y Oportunidad (el "Proyecto")

La República de Colombia (el "Prestatario")

y

El Fondo Internacional para el Desarrollo Agrícola (el "FIDA" o el "Fondo")

(cada uno de ellos por separado la "Parte" y colectivamente las "Partes")

acuerdan lo siguiente:

Preámbulo

CONSIDERANDO que la Junta Ejecutiva del FIDA en su 100º período de sesiones aprobó el Instrumento por el que se crea el Fondo Fiduciario de España para el mecanismo de cofinanciación de la seguridad alimentaria y asimismo autorizó que dicho Fondo Fiduciario, actuando mediante el FIDA en su capacidad de Administrador del mismo, contrajera un convenio de préstamo con el Reino de España ("España");

CONSIDERANDO que el Fondo Fiduciario es una actividad auxiliar del FIDA aprobada por la Junta Ejecutiva del FIDA en el marco del Artículo 7 Sección 3 del Convenio Constitutivo del FIDA;

CONSIDERANDO que España y el FIDA, en su capacidad de Administrador del Fondo Fiduciario, han contraído un Convenio de Préstamo con fecha 28 diciembre 2010⁴;

CONSIDERANDO que dada la naturaleza del Proyecto, la disposición en las Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola del 2009 relativa a las tasas de re-préstamo, no es aplicable a este Convenio;

las Partes acuerdan lo siguiente:

Sección A

1. Los siguientes documentos en su conjunto conforman colectivamente este Convenio: el presente documento, la descripción y disposiciones de ejecución del Proyecto (Anexo 1) y el Cuadro de asignaciones (Anexo 2).

2. Se adjuntan al presente convenio las *Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola* de fecha 29 de abril de 2009, en sus sucesivas versiones enmendadas, (las "Condiciones Generales") y cualquiera de las disposiciones en ellas

⁴ Convenio de Crédito entre el Reino de España ("España"), representado por el Instituto de Crédito Oficial ("ICO") en su calidad de Agente Financiero y la Facilidad Financiera Española para la Seguridad Alimentaria ("Facilidad"), representada por el Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola ("FIDA", "Fondo" o "Fideicomisario"), en su calidad de Fideicomisario

contempladas serán aplicables al presente Convenio. A los efectos del presente Convenio, los términos definidos en las Condiciones Generales tendrán el significado en ellas indicado.

3. A raíz del presente convenio el FIDA proporcionará al Prestatario una Financiación compuesta por una suma en DEG y una suma en EURO, que será utilizada por el Prestatario para ejecutar el Proyecto de conformidad con los términos y condiciones del presente Convenio.

Sección B

1. El monto de la Financiación será equivalente hasta la suma de USD 50 000 000 y estará compuesto por:

A. EURO 14 300 000 (equivalente aproximadamente a USD 20 000 000 el día de la finalización de la negociación de este Convenio). La Moneda de Pago del Servicio del Préstamo de la suma en EURO será el EURO.

B. DEG 19 280 000, (equivalente aproximadamente a USD 30 000 000 el día de finalización de la negociación de este Convenio) La Moneda de Pago del Servicio del Préstamo de la suma en DEG será el Dólar de los Estados Unidos de América.

2. La Financiación se concede en condiciones ordinarias y tendrá un plazo de reembolso de dieciocho (18) años, incluido un período de gracia de tres (3) años.

3. El primer día del Ejercicio Financiero aplicable será el 1º de enero. El Ejercicio Financiero corresponde al año fiscal del Prestatario.

4. A. Los pagos del capital y los intereses de la suma en EURO serán pagaderos cada 15 de febrero y 15 de agosto. El capital será pagadero en 30 plazos semestrales consecutivos y en lo posible iguales, comenzando 3 años después de la fecha de cumplimiento de las condiciones generales previas para el retiro de los fondos. En dicho momento se comunicará al Prestatario el calendario de amortización correspondiente.

B. Los pagos del capital y los intereses del préstamo en DEG serán pagaderos cada 15 de febrero y 15 de agosto. El capital será pagadero en 30 plazos semestrales consecutivos y en lo posible iguales, comenzando 3 años después de la fecha de cumplimiento de las condiciones generales previas para el retiro de los fondos. En dicho momento se comunicará al Prestatario el calendario de amortización correspondiente.

5. El Prestatario proporcionará financiación de contrapartida para el Proyecto por un monto equivalente aproximadamente a USD 5 700 000.

Sección C

1. El Organismo Responsable del Proyecto será el Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural (MADR) del Prestatario.

2. La Fecha de Terminación del Proyecto será el quinto aniversario de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio.

Sección D

El Fondo gestionará la contabilidad interna y los desembolsos de la Financiación y supervisará el Proyecto.

Sección E

1. Adicionalmente a los motivos previstos en las Condiciones Generales, se considera que es motivo para la suspensión del presente Convenio que cualquiera de las disposiciones del Manual de Operaciones del Proyecto haya sido objeto de cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda u otra modificación, sin el acuerdo previo de las Partes, y el FIDA haya determinado, previa consulta con el Prestatario, que tal cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda o modificación ha tenido consecuencias adversas sustanciales para el Proyecto.

2. Adicionalmente a las condiciones generales previstas en las Condiciones Generales, se considera que son condiciones generales para el retiro de fondos:

- a) Que el borrador del Manual de Operaciones haya sido aprobado por el Fondo.
- b) Que la selección del Coordinador y del personal esencial del Proyecto se haya finalizado.

3. Las disposiciones siguientes de las Condiciones Generales no serán aplicables al presente Convenio:

- a) Sección 4.02 inciso b), en el sentido que se permitirá financiación retroactiva, permitiéndose hacer retiros de fondos del Préstamo FIDA, hasta por un monto total de USD 1 000 000, para financiar ciertos gastos incurridos a partir del 1º de enero de 2012. Estos gastos incluyen la selección de promotores, acciones de capacitación, y lanzamiento de los concursos pilotos.
- b) Sección 7.12 inciso d), en el sentido que el Organismo Responsable del Proyecto no estará limitado en vender ni alquilar ni ceder los bienes del Proyecto. Consultará con el Fondo cuando sea posible.

4. Las disposiciones siguientes de las Condiciones Generales tendrán la siguiente interpretación:

- a) Sección 12.01 x): Se entiende que la suspensión por deudas se refiere únicamente a las deudas crediticias contraídas por el Prestatario relacionadas con acreedores titulares de deuda externa.
- b) Sección 12.01 xi): Se entiende que la suspensión debida a la disolución del Organismo Responsable del Proyecto ocurrirá sólo cuando el Prestatario no haya designado a otra entidad que cumpla con las funciones de dicho Organismo a satisfacción del FIDA.
- c) Sección 12.01 xxiv): Se reconoce que la causal de suspensión por corrupción, fraude o práctica coercitiva está en consonancia con la Política del FIDA en materia de prevención del fraude y la corrupción en sus actividades y operaciones del 2005.
- d) Secciones 12.01 xxvi): Se entiende que la suspensión por el motivo adicional indicado en la Sección E.1 *supra*, se producirá cuando el Fondo haya verificado que se ha producido este hecho.

5. El presente Convenio está sujeto a ratificación por parte del Prestatario.
6. El Prestatario designa al Ministerio de Hacienda y Crédito Público como su representante a los efectos de la Sección 15.03 de las Condiciones Generales. Asimismo, el Prestatario designa al Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural como su representante responsable de la ejecución de actividades relacionadas con el Proyecto, incluyendo las adquisiciones y contrataciones y la preparación y presentación de informes.

Sobre la base de lo arriba mencionado, se indican a continuación los representantes designados y las direcciones que han de utilizarse para cualquier intercambio de comunicaciones relacionadas con el presente Convenio:

Por el Prestatario:

Ministro
Ministerio de Hacienda y Crédito Público
Carrera 8ª , nro 6 C 38
Bogotá, D.C.
República de Colombia

Ministro
Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural
Avenida Jiménez, nro 7-65
Bogotá, D.C.
República de Colombia

Por el FIDA

Presidente
Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola
Via Paolo di Dono, 44
00142 Roma, Italia

El presente Convenio, de fecha _____, se ha preparado en idioma español en seis copias originales, tres de las cuales son para el FIDA y tres para el Prestatario.

REPUBLICA DE COLOMBIA

MINISTERIO DE HACIENDA Y
CRÉDITO PÚBLICO

MINISTERIO DE AGRICULTURA Y
DESARROLLO RURAL

[Nombre del Representante Autorizado]
Ministro de Hacienda y
Crédito Público

[Nombre del Representante Autorizado]
Ministro de Agricultura y
Desarrollo Rural

FONDO INTERNACIONAL
PARA EL DESARROLLO AGRÍCOLA

Kanayo F. Nwanze
Presidente

Anexo 1

Descripción y Disposiciones de Ejecución del Proyecto

I. Descripción del Proyecto

1. *Población-objetivo.* La población-objetivo está compuesta por familias rurales en extrema pobreza, incluyendo, entre otros: pequeños agricultores, campesinos, pueblos indígenas, comunidades afro-colombianas, familias con jefatura de hogar femenina, jóvenes rurales y familias rurales desplazadas forzosamente, priorizando la población de la Red de Protección Social para la Superación de la Pobreza Extrema (UNIDOS).

2. *Área del Proyecto.* El Proyecto concentrará sus acciones en los territorios rurales más pobres del Prestatario, focalizando sus acciones según los siguientes criterios, los cuales no son excluyentes sino complementarios: i) zonas con mayor concentración de población rural en situación de pobreza; ii) zonas con mayor nivel de ruralidad, medida por la mayor concentración de habitantes rurales; iii) zonas que representan prioridades para el desarrollo de la política sectorial, particularmente la política de restitución y protección de los derechos de propiedad sobre la tierra y la política de desarrollo rural con enfoque territorial; y iv) zonas que muestran fortalezas en su institucionalidad público-privada territorial para la operación del Proyecto.

3. *Objetivos.* El Proyecto contribuirá a mejorar las condiciones de vida, ingresos y empleo en los territorios rurales más pobres de Colombia.

Los objetivos específicos incluyen: i) mejorar la capacidad para aprovechar el potencial productivo de los beneficiarios del Proyecto para generar ingresos suficientes y sostenibles; ii) mejorar el capital social disponible para facilitar el acceso de los beneficiarios a servicios de desarrollo rural; iii) desarrollar instrumentos apropiados para mejorar las capacidades de los jóvenes rurales y así contribuir al relevo generacional; iv) contribuir al mejoramiento de la seguridad alimentaria de las familias y comunidades; y v) promover procesos de aprendizaje y escalamiento de las estrategias por parte de los Gobiernos Territoriales en el Área del Proyecto.

4. *Componentes.* El Proyecto incluye cuatro componentes y la gestión y coordinación de sus actividades. Los componentes principales son: A) formación de capital social asociativo y desarrollo empresarial; B) desarrollo y fortalecimiento de los activos financieros rurales; C) gestión del conocimiento, capacidades y comunicaciones; y D) coordinación del Proyecto.

A. *Componente formación de capital social asociativo y desarrollo empresarial.* El objetivo principal de este componente es contribuir a la formación de capital social y al desarrollo empresarial de la población-objetivo en el Área del Proyecto. Las iniciativas incluidas se enfocan a mejorar su seguridad alimentaria, las capacidades empresariales, el entorno productivo, la reducción de impactos ambientales negativos, y la participación en los mercados de bienes y servicios, mediante la construcción de asociaciones representativas de los intereses de los beneficiarios.

Este componente incluye las siguientes actividades principales:

A.1 *Mejoramiento de seguridad alimentaria y capacidad productiva.* Se apoyará la producción familiar, el mejoramiento de las condiciones productivas y de las condiciones ambientales mediante la preparación de mapas de activos, concursos, capacitación y asistencia técnica, etc.

A.2 *Mejoramiento e impulso de capacidad empresarial.* El Proyecto financiará actividades dentro de un proceso de incubación empresarial y cofinanciamiento de emprendimientos con posibilidades de mercado y rentabilidad.

A.3 *Desarrollo de capacidades de usuarios del Proyecto.* El Proyecto financiará actividades de gestión asociativa a fin de construir un capital social conducente a la formación de asociaciones o grupos de interés compartido; la participación de grupos o asociaciones en ferias comerciales destinadas a promocionar los productos o servicios desarrollados con la financiación del Proyecto a través de: rutas de aprendizaje, giras, pasantías y capacitación *in situ*.

B. *Componente desarrollo y fortalecimiento de los activos financieros rurales.* El objetivo principal de este componente es poner a disposición de la población-objetivo las herramientas necesarias para disminuir su vulnerabilidad social y económica, y fortalecer sus iniciativas generadoras de ingresos, incentivar las estrategias de ahorro productivo familiar, mejorar su acceso al sistema financiero formal y desarrollar nuevos servicios y productos financieros apropiados. El Proyecto promoverá el acceso de la población-objetivo a seguros de vida y accidentes, incentivará el ahorro asociativo como parte de las condiciones de acceso a los servicios técnicos, e invertirá en mejorar la educación financiera de la población-objetivo. El Proyecto realizará inversiones para incentivar el diseño, validación y escalamiento de nuevos productos y servicios financieros, especialmente orientados a fortalecer la capacidad de la población-objetivo del Proyecto.

Este componente incluye las siguientes actividades principales:

B.1 *Educación financiera y capacidades asociativas.* El Proyecto financiará la preparación de módulos de capacitación inicial y avanzada, y módulos para el desarrollo de capacidades financieras asociativas.

B.2 *Incentivos al ahorro.* El Proyecto proporcionará incentivos para la apertura y mantenimiento de cuentas personales de ahorro en la población-objetivo. El Proyecto discutirá con la población-objetivo posibles alternativas para establecer mecanismos de ahorro previsional a favor de la población rural adulta, en coordinación con las instituciones sectoriales competentes.

B.3 *Obtención de pólizas de seguro.* El Proyecto proporcionará apoyo a los beneficiarios para obtener una póliza de seguro de vida, que les permitirá reducir las vulnerabilidades que enfrentan en los contextos sociales, económicos y políticos que caracterizan a la población-objetivo y el Área del Proyecto.

B.4 *Innovaciones financieras para la sostenibilidad.* El Proyecto establecerá un Fondo de Incentivos Financieros para jóvenes rurales emprendedores y financiará la introducción de la Banca Móvil donde resulte posible y en alianza con instituciones públicas y privadas. El Fondo de Incentivos Financieros para jóvenes rurales emprendedores estimulará y apoyará a los jóvenes rurales, residentes en el Área del Proyecto, a emprender actividades generadoras de ingresos sostenibles. El Proyecto gestionará convenios con entidades bancarias y proveedores de servicios móviles para realizar experiencias piloto de la Banca Móvil en el Área del Proyecto.

C. *Componente gestión del conocimiento, capacidades y comunicaciones.* El objetivo principal de este componente es valorizar los activos de conocimientos y saberes existentes en el Área del Proyecto, construyendo las capacidades y competencias necesarias para aplicar y gestionar los procesos de implementación e innovación, difundir contenidos apropiados y oportunos para informar a la población-objetivo de las principales actividades del Proyecto y sus mecanismos de acceso. Este componente incluirá adicionalmente las actividades de seguimiento y evaluación del Proyecto.

Este componente incluye las siguientes actividades principales:

C.1 *Gestión del conocimiento.* El Proyecto realizará inversiones para capturar, documentar, difundir y aprender de sus propias experiencias de implementación, aportando lecciones y recomendaciones en conjunto con la población-objetivo. La elaboración de mapas de activos territoriales permitirá iniciar un proceso sistemático de gestión local del conocimiento y valoración de activos territoriales, identificando oportunidades de inversión. El Proyecto financiará procesos de sistematización que permitan documentar los mejores resultados, y experiencias exitosas y relevantes acumuladas durante la ejecución del Proyecto. Adicionalmente, el Proyecto invertirá en acciones de desarrollo de capacidades y generación de conocimientos.

C.2 *Desarrollo de capacidades.* El Proyecto financiará actividades tendientes a fortalecer las capacidades de los operadores del Proyecto, incluyendo personal de terreno en modalidades operacionales, enfoques y estrategias del Proyecto, para lo cual se llevarán a cabo cursos de especialización y talleres, y se establecerá un Fondo de Becas para facilitar la capacitación in situ. Adicionalmente, el Proyecto desarrollará un sistema de capacitación en línea.

C.3 *Comunicaciones para el desarrollo.* Las actividades incluyen la realización de un taller de lanzamiento del Proyecto con la participación activa de las autoridades nacionales y locales de los sectores agrícola, ambiental y social, además de especialistas en los elementos principales del Proyecto; y la implementación de talleres de inducción durante los dos primeros años de ejecución del Proyecto en cada una de las áreas de intervención del mismo. Adicionalmente, se diseñará e instalará un portal de informaciones en la Web y se asegurará su mantenimiento durante la vida del Proyecto con el fin de incluir nueva información y reportar avances en la ejecución del mismo. De igual manera, se diseñará y mantendrá una plataforma de talentos rurales que reunirá a los mejores especialistas, maestros y talentos locales rurales que puedan brindar servicios remunerados de apoyo al Proyecto. Finalmente, el Proyecto potenciará la capacidad de las asociaciones locales en el acceso y uso de nuevas tecnologías de la información mediante incentivos que permitan asegurar el acceso a los sistemas de conectividad existentes en el Área del Proyecto.

C.4 *Seguimiento y evaluación.* El Proyecto financiará un sistema de seguimiento y evaluación en donde se incluirán explícitamente variables e indicadores precisos para conocer la evolución de los beneficiarios y sus asociaciones involucradas en el Proyecto.

D. *Coordinación del Proyecto.* El objetivo principal de este componente es la coordinación de la financiación necesaria para la efectiva ejecución del Proyecto. Este componente contempla la coordinación de los costos recurrentes resultantes de la contratación del personal de una Unidad Nacional de Coordinación (UNC); la adquisición de equipos para la UNC; los costos operacionales, comunicaciones y apoyo administrativo; y los costos en que se incurrirán por la administración fiduciaria de la Financiación.

II. Disposiciones de Ejecución

1. *Organismo Responsable de la Ejecución del Proyecto.*

1.1 *Designación.* El Prestatario designa como Organismo Responsable de la Ejecución del Proyecto al Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural (MADR).

2. *La Unidad Nacional de Coordinación.*

2.1 *Establecimiento:* El MADR, dentro del ámbito de su Dirección de Desarrollo Rural, establecerá una Unidad Nacional de Coordinación (UNC) para coordinar las actividades del Proyecto a nivel nacional. La UNC estará ubicada en Bogotá.

2.2 *Composición:* La UNC estará integrada por un Coordinador y el personal esencial conformado por un Administrador y un Contador. La UNC contará asimismo con un Especialista en Activos Financieros, un Especialista en Servicios Empresariales, un Especialista en Gestión del Conocimiento, Capacidades y Comunicación y el personal de apoyo administrativo que se requiera para la correcta ejecución de las actividades.

2.3 *Designación del personal de la UNC.* El MADR seleccionará y nombrará al Coordinador/a del Proyecto y todos los demás cargos de la UNC de acuerdo con la normativa vigente nacional y mediante un proceso de selección competitivo y transparente. El perfil, términos de referencia y metodología de selección serán consensuados con el FIDA. Dicho nombramiento se hará previa no objeción del Fondo.

2.4 *Reemplazo de personal.* El reemplazo del Coordinador del Proyecto y del personal esencial, podrá hacerse sólo en base a una evaluación de desempeño insatisfactoria de sus funciones. El MADR presentará al FIDA la justificación del desempeño insatisfactorio, en base a una evaluación de desempeño de tipo técnico solicitará su no objeción. La selección y nombramiento de su sucesor se hará con la mayor brevedad posible siguiendo un procedimiento competitivo y transparente establecido en la Sección 2.3 supra. Todos los demás cargos de la UNC o sus eventuales reemplazos serán cubiertos conforme al procedimiento establecido en la normativa nacional vigente y siguiendo el siguiente procedimiento: i) definición de los términos de referencia y las calificaciones y experiencia a reunirse; ii) proceso de selección público, transparente y competitivo previamente acordado con el FIDA; y iii) nombramiento del/a candidato/a seleccionado/a previa no objeción del Fondo.

2.5 *Renovación de contratos.* La renovación de todos los contratos del personal de la UNC se realizará previa evaluación de desempeño satisfactorio de acuerdo a normativa vigente nacional y anuencia del FIDA.

3. *Comité Directivo del Proyecto.*

3.1 *Establecimiento.* El MADR establecerá un Comité Directivo del Proyecto (CDP) con el fin de dar orientación a la ejecución del Proyecto.

3.2 *Composición.* El CDP estará integrado por representantes de las instituciones directamente vinculadas con la ejecución del Proyecto: i) un representante del MADR; ii) un representante del Ministerio de Hacienda y Crédito Público (MHCP); iii) un representante del Departamento Nacional de Planeación, Dirección de Desarrollo Rural Sostenible; iv) un representante del Departamento Administrativo para la Prosperidad Social (DPS); v) dos representantes de la población-objetivo; y vi) el Coordinador del Proyecto.

3.3 Responsabilidades del CDP. Las responsabilidades del CDP incluirán: i) conocer y aprobar el Plan Operativo y Presupuesto Anual del Proyecto previo a la consideración por parte del FIDA; ii) conocer los informes anuales de ejecución y aquellos informes relativos al seguimiento y evaluación del accionar del Proyecto; y iii) adoptar las recomendaciones necesarias para la mejor marcha del Proyecto. El CDP se reunirá una vez al año y en situaciones extraordinariamente si fuera necesario.

4. *Coordinación con otras Partes.* La implementación del Proyecto incluye una coordinación estrecha con: i) el MHCP como la entidad representante del Prestatario, y responsable de generar condiciones para lograr un crecimiento económico alto y sostenido; ii) el Departamento Nacional de Planeación (DNP) como líder en la formulación de la actual política de generación de ingresos para la población en situación de pobreza extrema y desplazamiento; y iii) el DPS.

5. *Manual de Operaciones.*

5.1 La UNC preparará un borrador del Manual de Operaciones del Proyecto que incluirá las modalidades de ejecución de los componentes, la organización del Proyecto, los arreglos de seguimiento y evaluación participativa incluidos los indicadores de resultado anuales, el flujo de fondos que se podrán a disposición de las Partes del Proyecto y de los beneficiarios, los procedimientos de las adquisiciones y contrataciones, los sistemas de contabilidad, gestión y control financiero, los reglamentos de asignación y transferencia de recursos a los beneficiarios y requerimientos de contrapartida, los roles y funciones de los equipos del Proyecto y otros asuntos acordados por las Partes.

5.2 La adopción del Manual de Operaciones del Proyecto se hará previa a la no-objeción del Fondo. Si fuera necesario, la UNC podrá proponer cambios modificaciones al Manual de Operaciones del Proyecto que se consideren oportunas aplicar durante la implementación y éstas serán remitidas por el MADR al FIDA para su no-objeción.

Anexo 2*Cuadro de Asignaciones*1. *Asignación de los recursos de la Financiación.*

En el cuadro que figura a continuación se presentan las Categorías de Gastos Admisibles que se financiarán con la Financiación y la asignación de los montos de la Financiación a cada Categoría, así como los porcentajes de los gastos correspondientes a los rubros que se financiarán en cada Categoría:

Categoría	Monto de la Financiación asignado en DEG	Monto de la Financiación asignado en EUR	Porcentaje de financiación
I. Asistencia técnica	5 270 000	3 910 000	100% excluyendo impuestos y contribución de usuarios
II. Capacitación	2 530 000	1 880 000	100% excluyendo impuestos y contribución de usuarios
III. Servicios de consultoría	1 405 000	1 040 000	100% excluyendo impuestos
IV. Incentivos	5 960 000	4 420 000	100% excluyendo impuestos y contribución de usuarios
V. Vehículos y equipos	220 000	170 000	100% excluyendo impuestos
VI. Costos operativos	1 965 000	1 460 000	100% excluyendo impuestos
Sin asignación	1 930 000	1 420 000	
TOTAL	19 280 000	14 300 000	

Logical framework

Hierarchy of objectives	Verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<p>Purpose Contribute towards improving livelihoods income and employment in the poorest rural territories of Colombia facing insecurity and post conflict situations</p>	<ul style="list-style-type: none"> Reduction in extreme poverty from 16.4 per cent in 2010 to 9.5 per cent in 2016 at the national level based on National Development Plan Reduction of 5.2 per cent in malnutrition from 13.2 per cent in 2010 to 8.0 per cent in 2016 at the national level based on National Development Plan RIMS 	<ul style="list-style-type: none"> Government surveys and statistics on income and rural poverty indicators at national and regional levels RIMS survey at midterm and Programme at completion Baseline, Midterm and completion surveys using information using Mobile Data Gathering Devices MDG reporting by government 	
<p>Development Objective Increase social, human physical and financial promoting learning and knowledge management and scaling up rural development management of innovative and best practices increasing opportunities for income generation and employment</p>	<ul style="list-style-type: none"> At least 60 per cent of rural households increase their social, productive financial and knowledge assets 	<ul style="list-style-type: none"> Programme monitoring and evaluations system Up to date information using Mobile Data Gathering Devices 	<ul style="list-style-type: none"> Conflict and insecurity may affect Programme implementation
<p>Component 1. Social Capital Formation and Business Development</p>			
<p>Result 1. Groups and rural poor families improve their food security, productive capacity and environmental conditions</p>	<ul style="list-style-type: none"> 30 000 families receive Programme support to improve their wellbeing, 5 865 improve their productive capacity, 7 365 improve their environmental conditions 25 per cent of all beneficiary families are headed by women, 6 per cent of all families are indigenous and 25 per cent are afro Colombians 	<ul style="list-style-type: none"> Progress reports Thematic studies and official government data on living standards and nutrition Disaggregated agricultural information (production and yields) 	<ul style="list-style-type: none"> Indigenous groups, afro Colombians, rural women and youths may not be interested in participating in Programme activities Signing and implementation of free trade agreements could affect production of certain agricultural products
<p>Result 2. Groups and families strengthen their entrepreneurial capacity and develop profitable business ventures</p>	<ul style="list-style-type: none"> 38 820 families receive support for economic associative initiatives, 29 880 families receive support for business incubation activities and 19 770 implement business 	<ul style="list-style-type: none"> Training activity reports and evaluations Accounting records of enterprises, balance sheets 	

	<p>ventures and 4900 participate in capacity building workshops</p> <ul style="list-style-type: none"> • Of all households 25 per cent are women headed households , 6 per cent are indigenous and 25 per cent are afro Colombians • 2800 individuals participate in learning routes and 4000 in internships and <i>in situ</i> training 		
Component 2. Strengthening Rural Financial Assets			
Result 1. Groups and families develop associative capacities for financial inclusion	<ul style="list-style-type: none"> • 30 000 households participate in financial education training activities 	<ul style="list-style-type: none"> • Training activity reports 	Regulated financial institutions may not show their interest in participating en mobilizing savings and providing life insurance policies
Result 2. Individuals, families and groups increase their financial assets through savings	<ul style="list-style-type: none"> • 30 000 households receive incentives for group savings and entrepreneurial purposes 	<ul style="list-style-type: none"> • Bank records of opened bank accounts and deposits 	
Result 3. Project participants have life insurance policies	<ul style="list-style-type: none"> • 30 000 households have life insurance policies 	<ul style="list-style-type: none"> • Policies and insurance company's records 	
Result 4. Rural youths access and receive resources for development of profitable business ventures and groups and families access mobile banking services I	<ul style="list-style-type: none"> • 7 056 youths receive financial support for developing their business ventures 	<ul style="list-style-type: none"> • Business registrations 	
Component 3. Knowledge Management and Communications Skills			
Result 1. Local and national authorities and Programme staff increase their knowledge and value the heritage of beneficiary groups	<ul style="list-style-type: none"> • 2940 individuals participate in induction workshops and 2450 in valuing cultural heritage activities 	<ul style="list-style-type: none"> • Training activity reports 	Decentralized implementation could be difficult due to limited experience by MARD in working in a joint and coordinated manner with other organizations and institutions responsible for poverty reduction efforts
Result 2. Field operators are trained on innovative aspects for rural development and community development and partnerships	<ul style="list-style-type: none"> • 50 individuals receive scholarships 32 en specialization courses 	<ul style="list-style-type: none"> • Training activity reports 	
Result 3. Local and national authorities are fully aware of Programme activities and have access to Programme information	<ul style="list-style-type: none"> • 500 families support in the use of information and communication Technologies 	<ul style="list-style-type: none"> • Training activity reports 	
Result 4. Local national authorities and Programme personnel and financiers have full knowledge of Programme results and impacts over time	<ul style="list-style-type: none"> • 500 local authorities and 200 national officials receive information on Programme implementation monitoring 	<ul style="list-style-type: none"> • Progress reports • Baseline survey • Mid-term and final evaluation 	